



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

dossier n° PC 065 099 22 00002

date de dépôt : **22 novembre 2022**

demandeur : **Monsieur BEZIADE Benoît**

pour : **Construction de locaux d'exploitation
avicole**

adresse terrain : **lieu-dit Mourou, à Bordères-
Louron (65590)**

Commune de Bordères-Louron

**ARRÊTÉ
refusant un permis de construire
au nom de la commune**

Le Maire de Bordères-Louron,

Vu la demande de permis de construire présentée le 22 novembre 2022 par Monsieur BEZIADE Benoît demeurant 5 route des Cols à Bordères-Louron (65590);

Vu l'objet de la demande pour la construction de locaux d'exploitation avicole sur un terrain situé lieu-dit Mourou à Bordères-Louron (65590) pour une surface de plancher créée de 40 m² ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu l'article L.174-1 du Code de l'Urbanisme modifié par l'article 135 de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24/03/2014 ;

Vu l'article 18 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite loi « Engagement et proximité », reportant la date de caducité des plans d'occupation des sols (POS) au 31 décembre 2020 afin de permettre aux intercommunalités d'achever leur PLUi rendant caduc le POS de Bordères-Louron/Ilhan à la date du 01/01/2021;

Vu l'avis conforme favorable de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'avis défavorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 20/12/2022 ;

Considérant que le projet consiste en la construction de 2 bâtiments agricoles, l'un à usage de poulailler et l'autre destiné au stockage, sur une parcelle située en discontinuité du bâti existant de la commune;

Considérant que l'activité du demandeur et la nécessité du projet n'ayant pas été démontrées, la construction, non liée à une exploitation agricole, est de nature, par sa localisation à favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés, par application de l'article R.111-14-1° du Code de l'urbanisme;

ARRÊTE

Article Unique: Le permis de construire est REFUSÉ.

A Bordères-Louron, le
Le Maire

18 JAN. 2023


A. MARSALLE

*Affiché
du 18/01/2023
au 18/03/2023*

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service Aménagement Construction Logement
Bureau Planification Territoriale

Tarbes, le 20 décembre 2022

Le Président de la CDPENAF

à

Affaire suivie par : Ingrid BOUTARFA
tel.: 05 62 51 40 11
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Bureau Application du Droit des Sols
3 rue Lordat
65000 TARBES

Objet : Avis CDPENAF

Commune de Bordères Louron – PC n° 065 099 22 00002

REF : affaire suivie par Émilie SAN ROMAN

La CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) a examiné la demande de permis de construire déposée par M. Benoît BEZIADE portant sur la construction de 2 bâtiments agricoles, un de 40 m² à usage de poulailler et un de 95 m² pour stockage de matériel et aliments sur un terrain de 1 371 m².

Considérant que d'une part, l'activité du demandeur n'est pas démontrée, une inscription à la MSA afin d'obtenir à minima, un statut de cotisant solidaire, lui est conseillée. Considérant d'autre part que la nécessité du projet n'est pas démontrée, lister et quantifier le besoin de stockage au regard du matériel qu'il possède et souhaite entreposer est nécessaire mais également revoir le projet au regard des moyens mis en œuvre pour desservir en eau et électricité le poulailler afin d'assurer le bien-être des animaux, est préconisé.

Je vous informe donc que la commission a émis un **avis DÉFAVORABLE à l'unanimité** (par 12 voix défavorables) à cette demande.

Le Président de la CDPENAF
Pour le Préfet,

Pascal HAURINE

Copie : Mairie de Bordères Louron

Horaires : 8h30/12h00 - 14h00/17h00 - 16h00 le vendredi

3, rue Lordat BP 1349 - 65013 Tarbes cedex - Tél. 05 62 56 65 65 - Télécopie : 05 62 51 15 07
courriel : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr - Site Internet : www.hautes-pyrenees.gouv.fr